

## **Communiqué de la fédération du Parti communiste Français des Hautes Pyrénées.**

### **Les raisons d'un juste combat**

Après la loi Bachelot, la loi Touraine dite de modernisation de notre système de santé aggrave la déstructuration du système hospitalier public avec toujours plus de restrictions budgétaires dans tous les secteurs privant les citoyen(es) de soin de qualité et de proximité. Cela se fait au profit des cliniques privées qui, elles, font de la santé prioritairement une affaire de rentabilité financière. Les conditions d'accueil, la qualité des soins, la proximité et la sécurité passent au second plan quand elles ne sont pas simplement remises en cause. C'est ce que vivent les salariés (es) de la polyclinique de l'ORMEAU en lutte depuis près de trois semaines

A l'heure où sont écrites ces lignes les salariés (es) de la Polyclinique de l'ORMEAU en sont à leurs 16 jours de grève. Que demandent-ils ? Une revalorisation de leur salaire, de réels moyens pour assumer leurs missions de service public pour le bien être des patients et le leur par l'amélioration de leurs conditions de travail.

Leur combat est juste parce qu'il porte en lui un enjeu fondamental, un enjeu de civilisation, celui de la santé et de l'accès aux soins pour toutes et tous avec une couverture à 100%.

Leur mobilisation est admirable et mérite notre solidarité totale. Ils font face au mépris de la direction depuis le 8 novembre. En leur proposant 30 centimes d'Euro d'augmentation journalière la direction n'a fait que faire monter la colère et l'indignation des salariés (es).

Et ceux-ci ne sont pas dupes, les moyens existent la polyclinique a perçu 1,7 millions d'euros de CICE, les charges salariales de la clinique ont diminués de près d'un million d'euros en 2015. Et que dire des actionnaires du groupe d'investissements Anglais, propriétaire de la polyclinique qui engrangent des millions et en demandent toujours plus.

Nous sommes toutes et tous concernés ! Le combat des salarié(es) de L'Ormeau est le notre .Notre solidarité ne doit pas faiblir..

Au service de « l'Humain d'abord ».

Usagers-ères, citoyens(nes), salarié(es) du public, du privé professionnel(les), ensemble pour un service public de santé de qualité et de proximité répondant aux besoins de la population !

Notre exigence du rejet de la loi Bachelot est plus que jamais confortée, et la loi Touraine est son prolongement, une loi HPST 2. Ni l'une ni l'autre n'est acceptable, nous les combattons avec la même énergie.